

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 février 2023

RELATIF À L'ACCÉLÉRATION DES PROCÉDURES LIÉES À LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES ET AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EXISTANTES - (N° 762)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CE308

présenté par

M. Bex, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 9 TER

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, nous demandons la suppression de cet article, qui prévoit une dispense d'autorisation d'urbanisme pour les constructions, aménagements, installations et travaux nécessaires à l'exploitation d'une installation nucléaire existante.

Nous nous opposons à cette dispense d'autorisation d'urbanisme qui va faciliter les travaux à effectuer dans le cadre du grand carénage, qui vise à prolonger la durée de vie des réacteurs. Nous ne souhaitons pas que la durée de vie des réacteurs soit prolongée.

En effet, nous sommes pour le développement d'un mix énergétique visant le 100 % énergies renouvelables, hors le grand carénage va se faire au détriment du développement des énergies renouvelables au vu de son coût estimé à près de 100 milliards d'euros d'ici 2030 selon la Cour des comptes.

Par ailleurs, nous tenons à rappeler que cet article ouvre la voie à des dispenses systématiques aux autorisations d'urbanisme, nous nous y opposons.